

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

**Titre du chapitre: « Entreprise et ses différentes formes juridiques et économiques »**

**Plan du chapitre**

- 1- Introduction
- 2- Entreprise et société
- 3- Formes juridiques et formes économiques d'entreprise
- 4- Conditions de fond et conditions de forme de la constitution d'une société
- 5- Diversité économique des sociétés
- 6- Modalité de croissance interne et externe de l'entreprise
- 7- Rôle économique et social de l'entreprise
- 8- Privatisation /Nationalisation
- 9- Multinationales /Transnationales
- 10- Questions de révisions / Textes

**ACTIVITES**

- 1.-Citez diverses unités de production.
- 2.-Trouver, parmi les conditions de fond de la formation d'une société celles (elles sont au nombre de deux) qui sont objectives et substantives, c'est-à-dire celles sur lesquelles s'appuient les fondements matériels de la société.
- 3.-Caractérisez une association commerciale en participation.
- 4.-Montrez l'importance d'une société anonyme.
- 5.-Que signifient actionnaire et valeurs mobilières?
- 6.-Dites de quelles façons on devient actionnaire.
- 7.-Comparez brièvement une société en nom collectif à une société anonyme.
- 8.-Parmi les «fonctions» suivantes, celles qui caractérisent une entreprise:
  - a) fournir des services non marchand
  - b) payer des impôts sur les bénéfices
  - c) satisfaire les besoins des consommateurs
  - d) faire visiter ses locaux
  - e) contracter du travail
  - f) se porter candidat aux élections
  - g) constituer un lien social entre les salarié
  - h) investir en vue de se moderniser
- 9.-Comparez filiale, groupe et société-mère.
- 10.- Est-il facile de créer et de développer une entreprise (société) en Haïti?
- 11.-Recherchez les raisons pour lesquelles une entreprise cherche le plus souvent à grandir
- 12.-Expliquez l'expression «entreprise citoyenne»
- 13.-Enumérez les causes et les modalités de la croissance des entreprises.
- 14.-Nommez quelques entreprises publiques et privées en Haïti et leur branche d'activité.
- 15.-Analysez les modes de financement d'une entreprise.
- 16.-Enumérez les responsabilités sociales et économiques de l'entreprise.
- 17.-Qu'est-ce qui peut justifier une privatisation?
- 18.-D'après vous, l'entreprise publique est-elle nécessairement inefficace

Texte I

**Une petite entreprise japonaise fonctionnait, il y a quelque quinze ans, avec 500 salariés. En 2011 elle décide d'automatiser une grande partie de ses activités de production.**

**a. Quelles sont les conséquences positives et négatives de l'introduction des robots dans l'entreprise ?**

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

- b. Déterminer les responsabilités économiques et sociales d'une entreprise.
- c. Relever des contradictions dans la stratégie de l'entreprise et ses responsabilités.

**Texte II**

<<Les PMC et entrepreneuriat les enseignements de la crise et la voie à suivre pour créer des emplois et soutenir la croissance>>

La crise mondiale semble prendre fin. Après les fortes baisses du PIB enregistrées en 2009, les pays de l'OCDE ont renoué avec la croissance une légère accélération de la reprise est prévue pour 2011 et les institutions financières ont vu s'éloigner les risques immédiats d'insolvabilité. La situation actuelle de marchés économiques et financières ne peut toutefois guère être qualifiée de normale, car les banques centrales s'estiment toujours tenues de maintenir leurs taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas. Dans le droit fil de retour à la croissance, les PME connaissent en 2010 une modeste reprise qui devrait s'amplifier l'an prochain. Néanmoins, on aurait tort de tabler sur un retour à la normale, car tous les indicateurs sont annonciateurs de sérieux défis pour le financement des PME et de l'entrepreneuriat dans les années à venir.

Le retour des PME sur les marchés du crédit s'est fait nettement plus lentement que celui des grandes entreprises. En 2008-2009, du fait du gel de ces marchés, les entreprises de toutes les tailles ont fait face à de sévères restrictions des liquidités.

Entre 2005 et 2009, les crédits bancaires aux PME ont soit augmenté très faiblement, soit diminué. En 2010, ils sont restés stables ou sont amorcés une remontée progressive dans certains cas, avec cependant de fortes disparités selon les secteurs et les entreprises.

Les PME ont été confrontées, en 2008-2009, à un durcissement des conditions du crédit, les banques imposant des marges et frais plus élevés, des garanties plus strictes, des conventions plus contraignantes et des délais de remboursements courts. Dans certains cas, on peut observer un assouplissement en 2010, dans d'autres les conditions d'emprunts restent difficiles, en particulier pour les petites entreprises. Ce relent et hésitant des PME vers les marchés du crédit avec la situation avec les entreprises de plus grande taille qui en général accumule une solide trésorerie leur permettant seulement d'emprunter à des conditions favorables, mais de faire de nouveau notablement appel aux marchés.

Source :

<http://WWW>.

- a) Pourquoi les banques préfèrent-elles accorder des crédits aux entreprises ?
- b) Citez les principaux modes de financement des entreprises sans vous référer au texte.
- c) Qu'est-ce qu'une entreprise citoyenne ?
- d) Qualifiez la politique monétaire mise en œuvre par les banques centrales tenues de maintenir leurs taux d'intérêt des niveaux historiquement bas.
- e) Pourquoi les banques centrales fixent-elles des taux d'intérêt extrêmement bas ? (27 pts)

**Texte III**

En 2009, une entreprise de fabrication de matériels électriques compte plus de mille (1,000) ouvriers. En 2011, elle a décidé de robotiser 85% de ses activités de production.

- 1) Indiquez les conséquences économiques et sociales du choix de robotisation.
- 2) Dites les responsabilités économiques et sociales d'une entreprise
- 3) Relevez des contradictions dans les stratégies de l'entreprise et ses responsabilités

**Texte IV**

En 2009, une entreprise de fabrication de matériels électriques comptant plus de deux mille (2,000) ouvriers. En 2011, elle a décidé de robotiser 85% de ses activités de production.

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

- a) Indiquez les conséquences économiques et sociales du choix de robotisation.
- b) Citez quelques responsabilités économiques et sociales d'une entreprise
- c) Relevez des contradictions dans la stratégie de l'entreprise et ses responsabilités

**Texte V**

**L'entreprise, l'investissement et l'activité économique**

La croissance, le développement ainsi que le maintien des activités de l'entreprise résultent d'un ensemble de décisions: les décisions d'investissement, qui conduisent à l'affectation de monnaie à un emploi à long terme. Au sens large du terme, investir c'est sacrifier des ressources aujourd'hui dans le but d'en obtenir davantage dans l'avenir (Robert Goffin et Claude Opsomer, Economie, Foucher, 1991).

Si les fabricants d'équipements sont des fabricants nationaux, la décision d'investir déclenche une série de mouvements favorables. Le chiffre d'affaires (le total des ventes) des fournisseurs d'équipement augmente, ainsi que les salaires qu'ils distribuent, les impôts qu'ils paient et les profits qu'ils réalisent. Leurs salariés, éventuellement en nombre accru, consomment plus. Les producteurs de produits alimentaires, de vêtements, de télévisions, d'automobiles voient leurs ventes augmentées. Ils accroissent leur production, leur embauche, leurs salaires, leurs commandes à leurs fournisseurs... Au total, il résulte de tout cela que l'investissement initial a un effet multiplicateur.

**Michel Didier, Economie: les règles du jeu. Economica, 1989.**  
**Extrait de Jean-Yves Capul et alii, Sciences Economiques et Sociales,**  
**pages 127 et 129, Hatier Paris Avril 2000.**

**Texte VI**

**Entreprise publique**

Une entreprise publique est une organisation économique dont la structure de propriété est fondamentalement caractérisée par le fait que l'Etat est le titulaire de tous les actifs. Quel organe concret représente ici l'Etat ? Le gouvernement central, le Ministre de tutelle, le conseil d'administration nommé par le gouvernement, la bureaucratie de l'entreprise, ou l'ensemble des citoyens. La réponse paraît difficile. Mais il est clair que l'évocation de ces divers principaux effectifs ou pas implique de nombreuses interférences dans la gestion de l'entreprise. Une chose est sûre, lorsque l'entreprise publique produit de mauvais résultats, c'est l'Etat qui en assume la responsabilité. Une autre chose est bien plus sûre, l'objectif de l'entreprise publique est distinct de celui de l'entreprise privée marqué par la maximisation du profit.

En effet, l'entreprise publique vise la redistribution des revenus par la création et le maintien de l'emploi, la garantie des intérêts de ses employés et des officiels du gouvernement et la vente des biens à prix réduits aux consommateurs. Mais cette politique a un coût économique énorme lorsque la logique du social joue contre les objectifs d'efficacité et de rentabilité.

**Texte VII**

**Des PME dynamiques mais fragiles**

Selon L'INSEE, il se crée en moyenne environ 210000 entreprises par an, et 170000 disparaissent chaque année. Le dynamisme des PME est leur première qualité. Dès qu'une opportunité apparaît sur un marché, elles peuvent se positionner rapidement. Leur capacité d'adaptions est liée à la structure souple, au pouvoir centralisé, aux décisions rapides.

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

La première cause de fragilité tient à l'importance trop marquée de la personne du chef d'entreprise. Celui-ci, à l'origine la plupart du temps de son entreprise, ne peut se détacher de celle-ci. Il ne délègue pas suffisamment ses pouvoirs et ne sait pas s'entourer de collaborateurs efficaces. Il a d'ailleurs beaucoup de difficultés à attirer du personnel qualifié, celui-ci préférant les grandes entreprises plus aptes à offrir des salaires motivants et des avantages sociaux.

Ces difficultés se doublent d'un manque de fonds. En effet, les investissements nécessaires à sa croissance sont difficilement supportables par un patrimoine personnel ou par de petites structures. Le recours à l'emprunt apparaît dans ces conditions comme une nécessité. Cependant, les banques se montrent réticentes à prêter les fonds nécessaires à la réalisation du projet. L'endettement supporté par la PME serait démesuré.

La PME n'a fréquemment qu'une activité destinée à un marché unique; le déclin de celui-ci peut provoquer sa disparition.

**Economie d'entreprise. Nathan, 1994**  
**Extrait de Jean-Yves Capul et alii,**  
**Sciences Economiques et Sociales, page 115, Hatier Paris Avril 2000.**

**Texte VIII**

**Les différentes unités de production**

Les entreprises regroupent toutes les organisations dont l'activité principale consiste à produire des biens ou des services marchands. Une activité est marchande si les produits sont destinés à la vente. Les institutions financières sont des entreprises qui produisent des services financiers. Elles comprennent les banques, établissements de crédit et compagnies d'assurance.

Les administrations regroupent les organisations dont l'activité principale consiste à produire des services non marchands. Les administrations privées sont principalement financées par des cotisations volontaires et des dons. Il s'agit de la plupart des syndicats et des associations. Les administrations publiques sont principalement financées par les prélèvements obligatoires (taxes, impôts et cotisations sociales).

**Jacques Généreux**  
**Introduction à l'économie. Le Seuil, 1992.**  
**Extrait de Jean-Yves Capul et alii,**  
**Sciences Economiques et Sociales, page 102, Hatier Paris Avril 2000.**

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

**Titre du chapitre: Politique Fiscale et Politique Budgétaire**

**Plan du cours**

- 1- Budget/ Budget de l'Etat
- 2- Politiques budgétaires : Expansionniste et restrictive
- 3- Instruments de la politique budgétaire
- 4- Recettes et dépenses publiques
- 5- Effet d'éviction
- 6- Multiplicateur Keynésien
- 7- Politique fiscale
- 8- Fiscalité
- 9- Politique fiscale automatique
- 10- Efficacité de la politique fiscale
- 11- Effet de l'impôt sur le revenu
- 12- Politique fiscale et demande globale
- 13- Les stabilisateurs automatiques
- 14- Equilibre budgétaire
- 15- Déficit budgétaire
- 16- Excédent budgétaire
- 17- Solde budgétaire
- 18- Dette publique/ dette extérieure

**Points clés**

- 1.- *L'apprenant définira trois exemples de stabilisateurs automatiques.*
- 2.- *L'apprenant expliquera dans quelle mesure un déficit public peut nuire à l'économie nationale.*
- 3.- *L'apprenant établira la différence entre la dette publique et le déficit public.*
- 4.- *L'apprenant établira la différence entre un déficit cyclique et un déficit structurel.*
- 5.- *L'apprenant présentera deux exemples de la vie de tous les jours susceptibles d'illustrer un effet d'éviction.*

**QUESTIONS DE REVISION**

- 1- Quels peuvent être les objectifs d'un gouvernement ?
- 2- Pourquoi l'Etat peut-il ne pas atteindre ses objectifs ?
- 3- Qu'entend-on par politique fiscale ?
- 4- Citer quatre (4) types de taxes dans le système fiscal haïtien.
- 5- Citer trois types de dépenses publiques.
- 6- Qu'entend-on par politique monétaire ?
- 7- Citer les rôles de la BRH.
- 8- Pourquoi les politiques monétaires sont-elles inefficaces ?
- 9- Distinguer les politiques axées sur l'offre des politiques axées sur la demande.
- 10- Donner les avantages et les inconvénients des privatisations.
- 11- Définir les concepts suivants : Budget- Déficit budgétaire- Equilibre budgétaire- Excédent budgétaire- Fiscalité- Politique budgétaire expansionniste- Politique budgétaire restrictive- Dette publique-déficit public.

**Texte I**

La politique budgétaire est l'objet de trois critiques.

La première est liée à l'ouverture des économies aux échanges internationaux. Une politique de relance économique fondée sur un déficit budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères.

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---

Les nouveaux revenus distribués profitant aux seuls agents économiques étrangers. C'est une manifestation de la contrainte extérieure.

La seconde critique correspond au problème du déficit budgétaire. S'il est financé par création monétaire, il y a un risque d'inflation. S'il est en revanche financé grâce à des emprunts auprès des agents économiques, se pose le problème de l'effet d'éviction. L'effet d'éviction est un phénomène qui conduit l'activité du secteur public à supplanter celle du secteur privé. Dans le cas d'un déficit budgétaire, le recours à l'emprunt provoque un déplacement des ressources d'épargne disponibles vers le secteur public au détriment des autres agents. Les taux d'intérêt augmentent car la demande des capitaux s'accroît, les pouvoirs publics doivent aussi proposer une meilleure rémunération pour de nouveaux épargnants. La conséquence de ce phénomène est que les dépenses des agents économiques sensibles aux taux d'intérêt (investissement) sont freinées. L'effet d'éviction provoque un ralentissement de l'activité économique. [...]

Une dernière critique importante de la politique budgétaire reliée elle aussi au financement d'un déficit, concerne le problème de la dette. Plusieurs années de déficits budgétaires peuvent conduire à une accumulation de la dette publique (en cas de financement par l'emprunt). Un risque important apparaît, alors, celui d'un « effet de boule de neige » de dette. Il s'agit du cercle vicieux suivant : une dette importante implique le versement d'intérêts considérable aux épargnants créanciers de l'Etat ; le poids de ces intérêts, qui sont une charge, c'est-à-dire une dépense du budget aggrave le déficit et conduit à un nouvel endettement public qui, à son tour, conduira à un niveau d'intérêts encore plus important, etc.

- a) Qu'entendez-vous par déficit budgétaire ?
- b) Montrer qu'une politique économique fondée sur déficit budgétaire peut permettre la relance économique.
- c) Nommer les critiques adressées à la politique budgétaire.
- d) Trouver dans le texte deux modes de financement du déficit budgétaire.
- e) Quels sont les impacts sur l'économie de l'effet d'éviction ?
- f) Montrer comment <<l'effet boule de neige>> de la dette pour conduire à un surendettement.

## Texte II

### La politique budgétaire

La politique budgétaire s'appuie sur l'élaboration du budget de l'Etat, qui n'est autre que la prévision de l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année.

Le solde budgétaire constitue un instrument de politique économique en ce sens qu'il agit sur l'activité économique. En effet, un déficit budgétaire peut permettre de relancer l'activité économique grâce au supplément de revenu distribué aux agents économiques. La croissance qui en résulte va contribuer, en retour, à augmenter les recettes fiscales et diminuer le déficit budgétaire. Même un budget équilibré a des effets sur l'activité économique si l'on observe les structures des recettes nettes des dépenses. Par exemple, une distribution des revenus, par l'intermédiaire du budget, des ménages à faible propension à consommer permet un soutien de la demande (consommation).

J. Longuite, J. Muller, P. Vanhove,  
Economie manuel et application,

- a) Définir le budget de l'Etat.
- b) Que signifie d'après vous, un déficit budgétaire ?
- c) Quels en sont les effets sur l'activité économique ?
- d) Quand dites-vous qu'un budget est équilibré ?
- e) Situer sur un intervalle la propension marginale à consommer sans vous référer au texte.
- f) Rappeler quels sont les agents économiques qui financent le budget de l'Etat. (20pts)

**Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES)**  
**Quatrième du Secondaire**  
**Préparé et présenté par Délex VALBRUN**  
**Programme du troisième contrôle**

---